

ULB-COOPERATION



Bureau de depôt Bruxelles X / P302398



Bulletin d'information trimestriel

N°2 - Juin/Juillet/Août 2015



Bilan 2014, actions en cours et perspectives pour le futur

Dans ce numéro:

- Les étapes de la création d'ULB-Coopération
- Le plan stratégique ULB-Coopération 2015-2026
- Nos principales actions sur le terrain et perspectives pour le futur
- En bref

Editeur responsable : ULB Coopération Av. F.D. Roosevelt, 50, CP 226, 1050 Bruxelles Le 9 décembre 2014, après de longs mois de travail intense, le **CEMUBAC**, le **SEDIF** (Service d'Information et de Formation, ayant comme objectif principal la sensibilisation aux problématiques liées au développement et à la coopération Nord-Sud) unissaient leurs forces pour former ensemble et avec le support de l'Université Libre de Bruxelles cette nouvelle ONG dénommée « **ULB-Coopération** » dont vous tenez en main le deuxième bulletin d'information trimestriel.

Nos collaborateurs sont à présent réunis sous un même toit – dans les anciens bureaux du SLCD, proches de la Grand' Place de Bruxelles - en attendant un déménagement d'ici quelques semaines vers des bureaux appartenant à l'ULB et situés sur le campus.

Il nous a semblé utile, après ces quelques mois de fonctionnement, de partager avec nos sympathisants et donateurs le chemin parcouru ces derniers mois pour en arriver où nous sommes, notre stratégie pour les années à venir, nos réalisations durant l'année 2014 ainsi qu'un résumé de nos projets dans les divers pays où nous sommes actifs. C'est donc l'objet de la présente newsletter.

Eric Decroix Administrateur

Soutenez notre action: CBC: BE55 7320 0983 5144 ou BNP: BE86 0014 8053 5450

En mentionnant dans la communication : Nom, Prénom - DON

Les étapes de la création d'ULB-Coopération

En février 2014, vu l'évolution du secteur de la coopération et en particulier l'intention clairement annoncée par la Direction Générale au Développement (DGD), principal bailleur de fonds de la plupart des ONG belges, de concentrer dans le futur ses fonds sur un nombre plus réduit d'organisations de plus grande dimension, une étude fut lancée pour évaluer la faisabilité d'un rapprochement entre le CEMUBAC, le SLCD et le SEDIF. Le statu quo n'était envisageable pour aucune des trois entités et un rapprochement devait être opéré, soit sous la forme de l'absorption d'une structure par l'autre, soit par la fusion des deux structures dans une troisième et nouvelle structure.

Suite à cette étude, il fut décidé que tout devait être mis en œuvre pour que fin 2014 existe une nouvelle ONG de service, fortement liée à l'ULB et regroupant les activités et les acteurs de trois ONG. Cette ONG devait être capable de déposer fin décembre 2014 un dossier convainquant auprès de la DGD pour obtenir l'agrément permettant de bénéficier dans le futur des financements de coopération proposés par la coopération belge.

Pour relever ce défi avec succès, le travail fut organisé en 5 chantiers, placés sous la responsabilité de personnes issues des 3 ONG :

- 1. Création administrative de la structure : modalités de regroupement, obligations légales...
- 2. Définition du contenu : vision, missions, domaines d'action...
- 3. Définition de l'organisation : organigramme, descriptions de fonctions...
- 4. Logistique : bureaux, informatique
- 5. Communication.

Durant plusieurs mois, de nombreux moments de concertation furent organisés avec l'appui du Service des Relations internationales de l'ULB. Un questionnaire fut envoyé aux membres de la communauté universitaire et aux partenaires. Un forum permettant les échanges d'informations fut mis en ligne. Quatre séances d'informations furent organisées avec les représentants des Facultés, ainsi que plusieurs contacts et réunions d'échanges avec les responsables de la DGD pour assurer leur appui au processus. Un comité de direction fut mis en place afin de suivre hebdomadairement le déroulement des 5 chantiers.

Mi-avril, pour éviter les complications inutiles, le principe d'absorption de deux entités par la troisième était acquis. Début mai, le nouveau nom était choisi et c'est le CEMUBAC qui était désigné pour devenir ULB-Coopération. En décembre 2014, la branche d'activité « Formulation, gestion et suivi de programme et de projets de développement » du SLCD était transférée au CEMUBAC (équipe, avoirs et activités). Ce transfert fut immédiatement suivi du changement de nom et des statuts du CEMUBAC afin qu'il devienne ULB-Coopération. La composition des instances de décisions (AG et CA) fut modifiée pour représenter équitablement l'Université et les trois ONG fondatrices. ULB-Coopération a officiellement vu le jour le 9 décembre 2014. Le 15 janvier 2015, les équipes se regroupaient temporairement des les bureaux de la rue des Pierres.

Le SLCD reste responsable, jusqu'à leur terme, des subventions de projets dont il bénéficie (principalement le programme de la DGD). Une convention de collaboration a été signée entre le SLCD, qui ne dispose plus de personnel, et ULB-Coopération dans laquelle cette dernière s'engage à assurer le suivi technique et administratif de ses projets.

🤻 🤻 🔻 Le plan stratégique 2015-2026

Une dynamique participative

Le processus d'élaboration du plan stratégique d'ULB-Coopération a fait l'objet d'une large consultation auprès des partenaires, des acteurs de l'Université et des membres des ONG fondatrices. Ce processus, entamé en mars 2014, a été nourri par les expériences de chacun et des écrits de référence. Le plan stratégique qui en a résulté défini la vision, les missions, les valeurs et la stratégie d'ULB-Coopération en termes de modèle de coopération, de groupes cibles, de thématiques développées et de pays d'intervention. Il décrit également comment sera organisé ULB-Coopération,

quels sont ses principes de management. Il décrit les grandes lignes de la politique de gestion des ressources humaines et de la politique financière. Il présente les principes des systèmes de contrôle interne et externe.

La vision

Les acteurs de changement construisent une société civile forte, des services publics fonctionnels et un secteur privé responsable en vue du développement durable, de sociétés respectueuses des droits fondamentaux et de relations internationales équitables.

Les missions

Avec les acteurs de changement, ULB-Coopération :

- Co-crée des espaces permettant le changement
- Stimule et alimente la **recherche** l'innovation et la créativité
- Promeut les échanges de savoirs entre acteurs de changement

Les groupes cibles

Les actions menées devront participer à la création d'un bon équilibre entre des **institutions publiques** légitimes et fonctionnelles, une **société civile** forte et un **secteur privé** responsable.

Les acteurs

Le **partenaire local**, est le moteur du changement. Il est le mieux placé pour identifier, élaborer et mettre en œuvre des projets collectifs porteurs de changements durables.

ULB-Coopération veille à l'appuyer en participant à la mise en place des conditions nécessaires au développement de ses capacités d'initiative, d'innovation et d'action.

L'**Université** apporte une expertise plus pointue. Elle joue un rôle essentiel dans les actions de formation et de recherche.

Les thématiques

ULB-Coopération entend développer son expertise dans les domaines de :

- Gestion des territoires et des ressources
- Santé et système de santé
- Appui à l'entreprenariat et à la gestion
- Education et citoyenneté critique

Les pays

Elle va prioritairement développer ses activités au Burkina Faso, Burundi, Cameroun, République démocratique du Congo et Sénégal.





Nos principales actions sur le terrain et perspectives pour le futur

Actuellement, l'activité médicale d'ULB-Coopération (héritée de l'action du CEMUBAC) s'exerce uniquement en RDC, tandis que l'activité de développement de terroirs (héritage du SLCD), également présente en RDC se manifeste aussi au Burkina Faso, au Burundi, au Cameroun et au Sénégal.

Les activités d'ULB-Coopération provenant du CEMUBAC

Le démarrage du programme 2014-2016 et de trois nouveaux projets

Le nouveau programme cofinancé par la coopération belge a commencé en 2014 pour trois années d'intervention à Kinshasa et au Nord-Kivu et pour une dernière année d'activités au Sud-Kivu. Ce programme de 3 ans dispose d'un budget total de 2.165.000,00 €. Il est subsidié à 80 % par la coopération belge et cofinancé par le CEMUBAC, Oxfam Novib et Aedes.

Au Nord-Kivu, trois nouveaux financements ont été obtenus en 2014 :

Le financement d'une structure d'accueil pour la maternité à l'Hôpital de Kirotshe par la Loterie Nationale.

- Un projet d'amélioration de la santé sexuelle et reproductive des femmes et jeunes filles, financé par Oxfam-Novib.
- La poursuite du projet de formation des médecins et du personnel médical pour une meilleure prise en charge des victimes des violences sexuelles et des patients nécessitant des soins gynéco-obstétriques et urologiques, financé par l'Union européenne.



La collaboration mise en place avec les équipes d'Erasme coopération pour la réalisation de ce dernier projet au Nord comme au Sud-Kivu est une source de grande satisfaction pour l'ensemble des équipes et des bénéficiaires. Elle est porteuse d'espoirs pour le développement de collaborations futures riches et pertinentes.

Pour les années à venir, le nouveau programme CEMUBAC propose trois objectifs spécifiques conçus selon une vision commune de renforcement des services de santé. A Kinshasa et au Nord-Kivu, le programme s'insère encore dans la mise en place de la réforme des Divisions provinciales de la santé (*DPS*) ainsi que dans le renforcement des capacités des équipes-cadres des zones de santé (*ZS*) de Kintambo (Province de Kinshasa) et de Kirotshe (Province du Nord Kivu). Il vise l'amélioration de la qualité et de l'accessibilité des soins dans les centres de santé ainsi que dans les hôpitaux généraux de référence de chacune de ces deux ZS. Au Sud-Kivu, en raison d'une capacité de cofinancement réduite, une seule année d'appui est proposée pour achever les processus d'installation de la réforme à la DPS de Bukavu.

Dans les trois DPS, le programme appuie la mise en place des métiers « d'Encadrement des zones de santé » et « Information-recherche-communication », en poursuivant les travaux de la phase précédente sur les dispositifs provinciaux tout renforçant l'expérience concrète des cadres de la DPS par un travail de terrain.

Dans les zones de santé de Kintambo et de Kirotshe, le programme est principalement axé sur les centres de santé. Le contexte au Nord-Kivu impose de travailler sur des solutions très concrètes en matière de gestion des médicaments et d'encadrement des centres de santé. A Kintambo, il s'agit plutôt d'organiser une concertation entre la zone et les centres de santé privés pour proposer une offre de soins cohérente et de qualité.

Au niveau des HGR de Kintambo et de Kirotshe, le programme va approfondir les projets d'établissement hospitalier dans un sens plus stratégique, outiller la gestion de ces hôpitaux (gestion prévisionnelle, système d'information), travailler sur l'amélioration clinique des soins et apporter les appuis nécessaires à leur gouvernance.



Outre le volet « Sud » schématisé ci-dessus, il est à noter que le programme 2014-2016 inclut également un volet « Nord » dont l'objet est l'éducation au développement, organisé autour de deux axes.

Le premier axe, visant à toucher les personnes à priori peu sensibilisées à la thématique du développement, propose la diffusion et la mise à disposition d'informations sur les pays en développement et la solidarité internationale, la réalisation d'activités « génériques » destinées à un large public (conférences, expositions, cours métis, jeu interactif,...) ainsi que la promotion de travaux, mémoires sur des questions de solidarité internationale.

Le second axe, pour encourager la mobilisation et l'investissement de la communauté universitaire dans des actions d'ED, inclut des séances de préparation à un séjour dans le Sud, la réalisation de microprojets étudiants, la mobilisation et l'accompagnement des acteurs de l'ULB dans des activités d'ED (émissions radio, cinédébats, conférences, l'organisation d'un séminaire sur l'ED, ainsi qu'un travail continu de plaidoyer auprès des autorités de l'ULB pour la promotion de l'ED).

Les activités d'ULB-Coopération provenant du SLCD

En RDC

Notre programme en RDC a été mis en œuvre dans 3 régions, à savoir **Kisantu** dans le Bas-Congo avec la Coordination Caritas Développement Santé (CCDS), **Ibi** dans la Province de Kinshasa avec le Groupement d'Initiatives pour l'Agroforesterie (GI-AGRO) et **Kisangani** dans la Province Orientale avec Action pour le Développement Intégré de Kisangani (ADIKIS).

Finalisation du programme DGD 2011-2014 : Augmentation durable des revenus moyens annuels des ménages bénéficiaires par le renforcement des capacités de production et de commercialisation des organisations paysannes afin qu'ils puissent accéder aux services de base.

Pour chaque zone d'intervention, nous avons concentré nos efforts sur le renforcement du secteur agro-sylvopastoral. L'objectif était d'améliorer la sécurité économique de ménages, ce qui semble avoir été le cas selon les indicateurs de revenus, partout en hausse depuis le début du programme.

L'accompagnement et le renforcement quotidien des organisations paysannes ont permis de les structurer, et d'en faire les porte-paroles légitimes des producteurs, œuvrant dans l'intérêt collectif. Les rôles de chacun des organes ont été compris, et des plans d'actions ont été définis et validés de manière participative et démocratique.

Le renforcement des ONG partenaires

à lbi et Kisangani a débouché sur l'élaboration de plans stratégiques, partiellement mis en œuvre, jetant ainsi les bases d'une meilleure gestion des ressources humaines et financières.

Démarrage du programme DGD 2014-2016 : Amélioration de la sécurité alimentaire et les revenus des ménages d'agriculteurs bénéficiaires du programme grâce à une exploitation durable des ressources de leur terroir.

Ce programme est une prolongation du précédent. Les modalités d'intervention ont cependant été revues, en raison d'une meilleure compréhension des contextes locaux. L'objectif poursuivi est d'améliorer le revenu de 3.000 familles d'agriculteurs, tout en s'assurant de leur sécurité alimentaire (nombre et qualité des repas/jour).

Nous serons également attentifs à la sécurisation foncière des agriculteurs. Les zones d'intervention sont en effet toutes situées dans la zone d'influence de grandes villes (Kinshasa, Kisangani) où la pression sur les terres est grande et où les petits exploitants éprouvent des difficultés à faire valoir leurs droits. Une autre nouveauté est la mise en place d'un projet de synergie apicole entre le SLCD, Miel Maya Honing et le WWF, visant à favoriser l'acception locale des projets agro-forestiers et de reboisement.

En matière de commercialisation, les ONG partenaires ont travaillé à la mise en place d'outils de gestion simplifiés, préalable indispensable à une gestion transparente des recettes et dépenses au sein des pré-coopératives paysannes. Ces premiers résultats encourageants présagent d'une nouvelle amélioration des revenus des bénéficiaires.

En matière des synergies, la collaboration avec l'alliance AGRICONGO se poursuit et a donné lieu à un financement dans le cadre du programme synergie de la DGD (2014-2016). Le but du projet est d'appuyer la structuration du monde paysan en RDC. ULB-Coopération participera à ce vaste programme à travers ses 3 ONG partenaires. Il s'agira notamment de partager les savoir-faire en matière de sécurisation foncière.



Pour le futur, nous souhaitons utiliser la méthode du « diagnostic agraire » pour évaluer l'impact de notre programme en RDC. Ceci permettra de réfléchir, avec les techniciens locaux et les agriculteurs, aux bénéfices réels tirés des systèmes de culture et d'élevage, compte tenu des charges d'exploitation. Elle mesure également l'effet produit par l'introduction des techniques par le programme sur la charge de travail assurée par la main d'œuvre familiale, en ce compris les femmes et les enfants.

Au BURKINA FASO

Nos interventions se situent dans la province du Sanmatenga. Elles couvrent le territoire du district sanitaire de Barsalogho, qui a une superficie de 3.690 km² et représente 1,3% de la superficie du Burkina et 1% de sa population (167.477 habitants lors du recensement de 2009), en partenariat avec une association locale dénommée **Impulsion.**

Trois programmes étaient en cours en 2014.

DGD 2011-2014 : Amélioration des revenus grâce à une gestion durable et une extension des systèmes d'approvisionnement en eau et en électricité.



Il s'est agi de consolider les actions entreprises précédemment, notamment en matière d'accès à l'eau potable et à une source d'énergie moderne tout en poursuivant la politique de création d'emplois en zone rurale. Un accent particulier a été mis sur la mise en place de systèmes de gestion performants pouvant garantir la durabilité des ouvrages hydrauliques et de production d'énergie décentralisés. Dès la deuxième année du programme un volet de gestion durable des forêts a démarré, avec une mise en valeur des produits forestiers non ligneux. Ce volet conjugue des aspects

www.ulb-cooperation.org

environnementaux avec la création d'emplois. Il contribue dès lors, au développement durable de la zone.

DGD 2014-2016 : Gestion et valorisation durable des ressources forestières et de l'eau de la zone rurale couverte par le district sanitaire de Barsalogho.

Les principaux résultats attendus sont l'aménagement de zones forestières dans la commune rurale de Barsalogho, l'apport d'une plus-value aux produits forestiers non ligneux, la consolidation des réseaux électriques décentralisés, l'amélioration de l'accès à l'eau potable, le renforcement des capacités d'intervention de l'Association Impulsion et une meilleure intégration de l'approche genre.

En 2014, la plantation d'une haie vive de plusieurs kilomètres autour de la plus grande forêt de la zone, celle de Korko, ainsi que la réalisation de pare-feu, ont permis de sécuriser davantage cet espace menacé. Ces actions et la réimplantation de milliers de plants d'arbres ont ouvert les perspectives de son exploitation durable. La prochaine étape consistera à réaliser les inventaires forestiers, préalables indispensables à l'élaboration d'un plan de gestion et d'exploitation de la forêt. En parallèle, l'appui à la filière d'exploitation des produits forestiers non ligneux a été poursuivi. Les pré business plans établis pour la valorisation des fruits du Balanites ont été régulièrement mis à jour.

UE 2011-2015 : Mini réseaux ERD au gasoil-huile de Jatropha dans le Nord du Sanmatenga au Burkina Faso.

Les objectifs de ce programme sont l'augmentation du taux d'électrification rurale dans la zone couverte par le district sanitaire de Barsalogho, la diminution de la dépendance aux hydrocarbures et l'amélioration des revenus.

En 2014, un 3ème réseau de distribution d'électricité décentralisé a été construit dans la localité rurale de Foubé, doublant ainsi le taux d'électrification de la zone par rapport à la situation initiale. La production d'un biocarburant à base d'huile de Balanites (dattier du désert) a été mise au point (recherche de l'outillage adéquat, processus de transformation, test de qualité de l'huile,). Le rachat des fruits et graines de Balanites aux paysans, ainsi que l'engagement de personnel au sein de l'huilerie et de personnel d'entretien des réseaux électriques a permis de multiplier par 5 les revenus.

En 2015, l'ensemble des quatre réseaux décentralisés sera opérationnel et l'accès à l'eau pour la population de Barsalogho sera encore amélioré avec la mise en service d'une 6ème adduction d'eau. L'unité de transformation des produits forestiers non ligneux entrera dans une phase de production plus intensive.

Pour le futur, il s'agira de diversifier les produits dérivés de la transformation du Balanites pour pouvoir utiliser une partie de l'huile produite dans l'alimentation des groupes électrogènes. Plusieurs solutions sont à l'étude : aliment pour bétail, briquettes de chauffage, engrais, production de savon... Le défi est donc de trouver des débouchés pour la filière Balanites afin de consolider l'ensemble des actions.



Au BURUNDI

Depuis 2008, nos actions se situent dans la commune de Mukike, Province de Bujumbura Rural, où l'agriculture est caractérisée par de petites surfaces, des techniques archaïques, une carence en intrants, apportant aux paysans de faibles rendements et une maigre production. Nous travaillons en partenariat avec la Direction Provinciale de l'Agriculture et de l'Elevage (DPAE) avec pour objectif l'amélioration les revenus des paysans par une agriculture plus productive et génératrice de plus-value.

Fin du 2^{ème} programme triennal DGD (2011-2014): Réhabilitation du Centre Semencier de Ruzibazi en Commune Mukike (Bujumbura Rural) et renforcement des capacités des organisations paysannes (OP).



Ce programme s'est clôturé très positivement en 2014. En effet, les résultats annoncés ont été atteints et même dépassés. Les groupements de paysans ont augmenté leurs revenus et le centre semencier est dorénavant en mesure de s'autofinancer. Les bénéficiaires directs de notre intervention sont les paysans membres des groupements partenaires. Au total, il s'agit de 684 ménages regroupés dans la commune de Mukike.

Le nombre de bénéficiaires prévus est donc largement atteint et dépassé.

Les démarches ayant conduit à la création de la FOPAMU (Fédération d'Organisation de Producteurs Agricoles de Mukike) ont une des résultantes positives du programme. Créée en 2012 et reconnue par le Ministère de l'Intérieur en 2013, elle regroupe 39 organisations paysannes soutenues par le SLCD. Depuis 2014, elle est agréée comme « multiplicateur privé de semences de qualité » par l'ONCCS (Office National de Contrôle et de Certification des Semences).

Lancement du programme transitoire DGD (2014-2016) : Renforcement des acteurs de la filière semencière de pommes de terre à Mukike.

Ce programme vise à consolider la stabilité du Centre semencier de Ruzibazi dans un esprit de désengagement progressif, à développer l'assise de la FOPAMU afin qu'elles deviennent un acteur qui compte dans la filière semencière de la Province, et à renforcer les capacités techniques et la gouvernance des OP membres.

Pour 2015 et les années suivantes, le principal défi de la FOPAMU sera de devenir un acteur reconnu de la filière de semences de pomme de terre dans la région, de maintenir son niveau élevé de qualité et d'assurer progressivement son autofinancement, attendu pour la fin 2016.

Au CAMEROUN

Nos actions se situent dans le département de la Ménoua, à l'Ouest du Cameroun, principalement dans les entités communales constitutives du département : Dschang, Fokoué, Fongo Tongo, Nkong-zem, Santchou et Penka Michel. Elles couvrent une superficie de 1380 km² pour une population de 372.244 habitants.

Notre partenaire est le **GADD** : Groupement d'Appui pour le Développement Durable. ONG de développement de droit camerounais créée en 2003 et est basée à Dschang à l'ouest du Cameroun.

Deux programmes étaient en cours en 2014 :

DGD 2011-2014 : Amélioration de manière durable des revenus de producteurs (trices) dans le département de la Ménoua.

Ce programme qui a pris fin en juin 2014 visait à consolider les actions entreprises dans le cadre du programme (2008-2010) dans les filières pommes de terre, manioc et élevage avec une orientation progressive vers une gestion durable des terroirs où les organisations paysannes participantes sont implantées. L'amélioration de l'accès à l'eau potable a été poursuivie.

DGD 2014-2016 : Gestion et la valorisation durable des raphiales et de l'eau, contribuant au développement des communes rurales de la Ménoua.

Les résultats attendus sont une amélioration des revenus et la création d'emplois dans la filière raphia, la conservation et régénération des raphiales, le renforcement des capacités d'intervention du GADD, l'amélioration de l'accès à l'eau potable et une meilleure intégration de l'approche genre.

Les premières étapes visant à développer la filière raphia ont été menées. Il s'agissait notamment de sélectionner une cohorte d'acteurs et de les intégrer dans un programme de recherche-action. Les données recueillies auprès de ces acteurs ont permis de mieux connaître leurs forces et faiblesses ainsi que leurs aspirations. Les bases d'une entreprise d'embouteillage de sève de raphia ont été revues. Dans cette optique une collaboration scientifique a été amorcée avec l'université de Dschang.

En 2015, les conditions de stabilisation de la sève de raphia seront connues. Les premiers tests de production, si concluant permettront d'envisager de réelles perspectives d'amélioration de revenu pour l'ensemble des acteurs de la filière. Pour le futur, il faudra rechercher des partenariats fiables et des alliés pour lancer le programme de valorisation de la filière raphia.



Au SENEGAL

Depuis 2008, nos actions se situent dans la Région de Tambacounda. Nous travaillons spécifiquement au niveau des Communautés Rurales de Niani Toucouleur, Koussanar et Sinthiou Malème. Notre partenaire est ICD - Institut de Coopération pour le Développement au Sénégal – association basée à Tambacounda. En 2014, ICD est devenue Am Bé Koun – Solidarité.

Fin du 2ème programme triennal DGD (2011-2014) : augmentation des revenus des ménages membres des groupements par la mise en place d'activités génératrices de revenus dans le domaine agro-sylvo-pastoral dans une approche de gestion intégrée de terroir.

Ce programme a permis de doter les communautés rurales concernées de Plan Locaux de Développement (38.000 habitants dans 152 villages). Des études sur les filières porteuses ont été élaborées, suite à quoi 10 groupements d'initiatives économiques (GIE) ont été soutenus dans leurs activités, ce qui représente ± 400 ménages.

Lancement du programme transitoire DGD (2014-2016) : Appui au petit entreprenariat améliorant la sécurité alimentaire des hommes et des femmes des communautés rurales de Koussanar, Sinthiou-Malème et Niani Toucouleur.

Ce programme est en continuation du précédent car il s'appuie sur les études de filières, à la différence que nous avons orienté nos actions sur des GIE féminins de production, transformation et commercialisation de produits maraichers biologiques. Il est plus

vaste que le précédent car il est réalisé en synergie avec une ONG française (ICD Afrique) qui a su mobiliser des fonds auprès de l'Agence Française de Développement, Suez Environnement, et d'autres.

Notre programme commun vise à fournir de l'eau potable aux habitants des quartiers de Koussanar (près de Tambacounda) qui en sont dépourvus et à développer l'irrigation des périmètres maraîchers des groupements



féminins, tout en préservant la ressource « eau » en développant l'agro écologie respectueuse des nappes phréatiques. Le projet permet de réduire le taux de maladies hydriques, de renforcer la sécurité alimentaire avec des produits sains, d'augmenter les revenus des femmes maraîchères et de préserver l'environnement. De juillet à décembre 2014, les GIE ont été formés aux techniques de production bio et des travaux de fonçage de puits ont été lancés.

Pour le futur, la zone d'intervention est grandement menacée sur le plan environnemental. Les sols sont épuisés et les pluies se font rares. Avec nos partenaires, nous avons pris le défi d'encourager l'agriculture biologique sur des périmètres irrigués grâce au fonçage de puits et de restaurer durablement les sols grâce à l'agroforesterie. Une coopérative d'achat de produits bio sera soutenue.

▼ ■ En bref

Prosper BIMANGOU et les ruches

Prosper Bimangou, coopérant d'ULB Coopération, a démarré le projet « SYNAPIC » Projet de Synergie Apicole en République Démocratique du Congo!

Prosper est bien arrivé en RDC. Il s'est installé avec son épouse et son jeune fils (5 mois !) à Mbanza Ngungu, petite ville de la région de Kisantu (Bas-Congo).

Ce site a fait l'objet d'un projet de professionnalisation de l'apiculture de l'APEFE entre 2008 et 2013. ULB-Coopération/SLCD a repris ce projet dans le cadre de son programme DGD en cours (2014-2016). Les apiculteurs de Mbanza Ngungu sont aujourd'hui organisés en coopérative. Les plus chevronnés viennent



d'être engagés par ULB Coopération pour former les apiculteurs sur 3 autres sites de la RDC :

- À Ibi-village sur les Plateaux Batéké
- à Kisantu (Bas-Congo)
- et dans les villages riverains de la réserve de biosphère de Luki (Bas Congo).

La finalité poursuivie est de promouvoir l'apiculture comme stratégie de lutte contre la déforestation sur ces différents sites.

Les ruchers-école, lieux des formations, seront installés soit sur des sites de reboisement, soit encore au sein de zones forêts protégées.

Une réunion de démarrage de ce grand projet, réunissant l'ensemble des parties prenantes et les autorités locales, a eu lieu le mardi 21 mai.







